

# Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Marché public de fournitures courantes n°2024-011

**Fourniture de composteurs collectifs de grande  
capacité en bois, de bacs structurants de  
grande capacité en bois, et de pièces  
détachées pour Evolis 23 (23300 NOTH)**

**Lot n°3 – 2<sup>ème</sup> procédure**

*Document établi le 22 novembre 2024*

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2	REPRESENTATION DES PARTIES.....	3
ARTICLE 3	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE = PIECES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4	ACCORD CADRE, AVEC MINIMUM ET MAXIMUM, EXECUTE PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE.....	6
ARTICLE 5	DEVOIR DE CONSEIL.....	7
ARTICLE 6	CONDITIONS D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 7	OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION.....	8
ARTICLE 8	GARANTIE FINANCIERE - AVANCE.....	9
ARTICLE 9	PRIX.....	9
ARTICLE 10	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	11
ARTICLE 11	ASSURANCES.....	13
ARTICLE 12	PENALITES.....	13
ARTICLE 13	CLAUSES DE REEXAMEN – OPTIONS - MODIFICATIONS DU CONTRAT.....	14
ARTICLE 14	RESILIATION DU MARCHE.....	18
ARTICLE 15	LITIGES – DROIT ET LANGUE.....	19
ARTICLE 16	DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES ET SERVICES.....	20

## ARTICLE 1 DISPOSITIONS GENERALES DU MARCHÉ

### 1. Objet du marché

Evolis 23 étant un syndicat mixte dont une des compétences est d'assurer la gestion des déchets ménagers et assimilés pour le compte de collectivités adhérentes qui lui ont transféré cette compétence en intégralité ou en partie seulement, il est soumis aux règles de passation et d'exécution du Code de la Commande Publique pour confier à un opérateur économique des prestations et conclure les contrats qui conviennent.

Une 1<sup>ère</sup> mise en concurrence allotie (3 lots) a été menée du 14 août au 16 septembre 2024 à 12h00. Les lots n°1 Fourniture de composteurs individuels en bois et de pièces détachées et 2 Fourniture de composteurs collectifs en bois, de bacs structurants en bois, et de pièces détachées ont été attribués par la Commission d'Appel d'Offres du 14 octobre 2024 et les marchés s'y afférents sont en cours de notification.

Le lot n°3 Fourniture de composteurs collectifs de grande capacité en bois, de bacs structurants de grande capacité en bois, et de pièces détachées a été déclaré sans suite en date du 02 octobre 2024 pour cause d'infructuosité.

**Le présent C.C.A.P. concerne uniquement le lot n°3.** Le marché comprend la fourniture et la livraison de ces produits tels que décrits dans le C.C.T.P.

### 2. Lieu de livraison

Le lieu de livraison principal est à Evolis 23 – Les Grandes Fougères – 23300 NOTH.

### 3. Marché réservé

En application des dispositions prévues par l'article L.2113-14 du Code de la Commande Publique, Evolis 23 en sa qualité d'acheteur réserve le marché à un opérateur économique qui répond à la fois aux conditions de l'article L.2113-12 du Code de la Commande Publique et à celui qui répond aux conditions de l'article L.2113-13.

Le lot n°3 fait donc l'objet d'un marché réservé à un opérateur économique qui emploie des travailleurs handicapés ou défavorisés, ayant le statut d'entreprises adaptées (ESAT), ou d'insertion par l'activité économique telles que définies par le Code du Travail.

De ce fait, le titulaire de l'accord-cadre doit pendant toute la durée du contrat remplir cette condition d'exécution et produire les justificatifs qui s'y rapportent.

### 4. Echanges entre le titulaire et Evolis 23 pendant l'exécution de l'accord-cadre

L'acheteur notifiera au titulaire les actes d'exécution (procès-verbaux d'admission, modification au contrat/avenant, mise en demeure,...) par voie électronique via son profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr>

## ARTICLE 2 REPRESENTATION DES PARTIES

### 1. Représentant de l'acheteur

Evolis 23 agit en qualité d'acheteur ; il est représenté par son Président en exercice.

Le suivi opérationnel du présent marché est assuré par le Pôle Déchets – Proximité usagers - service Prévention représenté par les interlocutrices désignées ci-après :

Emilie COUTANT	<a href="mailto:emilie.coutant@evolis23.fr">emilie.coutant@evolis23.fr</a>	05.55.89.86.06
Cécile JEAN	<a href="mailto:cecile.jean@evolis23.fr">cecile.jean@evolis23.fr</a>	

Pour toute information complémentaire pendant l'exécution administrative et financière du présent accord-cadre, le titulaire peut contacter le service Marchés Publics à l'adresse : [christine.chazeirat@evolis23.fr](mailto:christine.chazeirat@evolis23.fr)

## 2. Obligations du titulaire

Dès notification de l'accord-cadre, le titulaire prend contact avec le Pôle Déchets – Proximité usagers - service Prévention. Cette première réunion de travail permettra de valider l'organisation commune conformément aux propositions établies par le titulaire du marché dans son offre. Cette réunion pourra se dérouler par téléphone ou par visio-conférence.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'a pas fourni ces éléments dans son mémoire technique, il a l'obligation de désigner un représentant responsable pour la conduite des prestations ; il sera l'interlocuteur direct de l'acheteur pendant toute la durée d'exécution du marché. Un suppléant sera désigné en cas d'absence du principal interlocuteur.

Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire propose un remplaçant à l'agrément de l'acheteur dans les conditions prévues par l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Afin d'assurer la bonne exécution de ses prestations, le prestataire doit :

- se conformer aux normes et réglementations en vigueur.
- se rendre disponible autant de fois que nécessaire - afin de respecter une parfaite cohésion avec Evolis 23 - auprès de l'acheteur dès que ce dernier lui en fait la demande et ce, sans coût supplémentaire.
- garantir à l'acheteur une parfaite réactivité à chacune de ses demandes.

## 3. RGPD : Protection des données à caractère personnel du titulaire

Evolis 23 traite les données personnelles des mandataires ou salariés du titulaire aux seules fins du suivi administratif du contrat (passation, exécution, suivi financier et budgétaire, contrôle, clôture).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution du contrat et relève de l'intérêt légitime d'Evolis 23 en ce qui concerne la gestion de sa base fournisseurs.

Les données sont destinées aux seuls agents habilités et conservées pendant une durée de 5 ans à compter de la fin de l'exécution du marché.

Les coordonnées enregistrées dans la base fournisseurs, présentant un intérêt pour les prises de contact dans le cadre de mises en concurrence, sont mises à jour au fil de l'eau.

Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.

Les mesures de sécurité sont mises en œuvre conformément à la politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).

Les personnes concernées peuvent exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement ou de limitation en s'adressant au Service Marchés Publics d'Evolis 23. Elles peuvent également adresser une réclamation à la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

### ARTICLE 3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ = PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – F.C.S., les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes complété(s) par la personne habilitée à engager le titulaire et dans la version résultant des dernières modifications, éventuelles, opérées par clauses de réexamen et par modifications au contrat ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) accepté sans aucune modification (à l'exception des modifications ou adaptations apportées dans le cadre de la variante éventuellement retenue lors de l'attribution) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) accepté sans aucune modification (à l'exception des modifications ou adaptations apportées dans le cadre de la variante éventuellement retenue lors de l'attribution) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (disponible sur le site internet de LEGIFRANCE : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)

*Cette pièce générale ayant fait l'objet de publication officielle n'est pas remise au titulaire mais il reconnaît, par la signature du contrat, en avoir pris connaissance et en accepter son application. Les dérogations à ce C.C.A.G. sont listées au dernier article du présent C.C.A.P.*

- le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) complété par le titulaire ;
- le mémoire technique (ou tout document équivalent) remis par le titulaire à l'appui de son offre ;
- les échantillons fournis par le titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés, postérieurs à la notification du marché ;
- les bons de commandes.

Les mentions du document de Mise au Point (OUV11) éventuellement signé entre les parties sont rendues contractuelles, suivant l'ordre de priorité du document contractuel auquel elles se rapportent tel qu'il résulte du présent article. Le rang contractuel de chaque mention de la Mise au Point correspond au rang contractuel du document qu'elle précise, par exemple :

- si une mention correspond au C.C.A.P., alors cette mention dispose du même rang contractuel que le C.C.A.P.
- si une mention correspond au C.C.T.P. ou à ses éventuelles annexes, alors cette mention dispose du même rang contractuel que le C.C.T.P. ou ses annexes ;
- si une mention correspond à l'offre du titulaire, alors cette mention dispose du même rang contractuel que l'offre,....

L'exemplaire original de chacune de ces pièces, conservé dans les archives de la personne publique, fait seul foi.

Toute clause des conditions générales de vente du prestataire pouvant déroger aux pièces constitutives du marché est réputée non écrite ; le titulaire du marché renonce donc explicitement à toute clause pouvant résulter de ses conditions générales de vente.

## **ARTICLE 4 ACCORD CADRE, AVEC MINIMUM ET MAXIMUM, EXECUTE PAR L'EMISSION DE BONS DE COMMANDE**

### **1. Forme de l'accord-cadre**

L'accord-cadre mono-attributaire, avec mini et avec maxi fixés à l'Acte d'Engagement, est conclu avec un opérateur économique.

Au vu de l'étendue des besoins à satisfaire, les prestations sont exécutées par émission de bons de commandes au fur et à mesure des besoins.

### **2. Modalités d'établissement des bons de commandes**

Les bons de commandes seront notifiés par l'équipe Prévention au titulaire du marché par courrier électronique sur l'adresse de messagerie de l'interlocuteur principal qu'il aura confiée à Evolis 23, ou via le portail web du prestataire si celui-ci le propose.

Le titulaire accuse réception des bons de commandes. Sauf preuve contraire ou dans son silence, le titulaire est réputé avoir reçu le bon de commande dans les 5 jours ouvrés compter de la date de son envoi par courrier électronique ou via le portail web du prestataire.

Toute commande émise avant la date d'expiration de l'accord-cadre demeure exécutable même si son exécution se fait au-delà de cette date.

Chaque bon de commande précisera :

- le numéro de marché **2024-011** ;
- la date d'établissement du bon de commande ;
- l'identification du titulaire ;
- le nombre et le type de matériels commandés ;
- la quantité commandée ;
- le PU de chaque fourniture en € H.T., éventuellement révisé ;
- la T.V.A. applicable ;
- le montant de la commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.-F.C.S. (délai), dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de chaque bon de commande, le titulaire pourra faire part de ses éventuelles observations, sous peine de forclusion.

### **3. En cas d'impossibilité provisoire ou définitive de fournir les fournitures commandées**

Le titulaire doit informer, dès que possible, le service émetteur du bon de commande de son impossibilité (provisoire ou définitive) de fournir la ou les fournitures commandées.

Dans ce cadre, l'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, sans résiliation, dans les conditions décrites à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S.

En cas d'impossibilité provisoire ou définitive du titulaire de livrer les fournitures commandées, l'Acheteur sera libre de procéder à leur acquisition par tout autre moyen, en dehors de l'accord-cadre. Il pourra s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 10 000 € H.T.

## **ARTICLE 5 DEVOIR DE CONSEIL**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information, de conseil et de mise en garde, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information utile et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

## **ARTICLE 6 CONDITIONS D'EXECUTION**

### **1. Dispositions générales**

Les fournitures doivent être conformes :

- à la réglementation applicable,
- aux normes et spécifications en vigueur, ainsi qu'
- aux stipulations de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 33 du C.C.AG.-F.C.S., la durée de garantie accordée sur les composteurs et/ou les bacs structurants figure dans le mémoire technique du titulaire. Toute autre clause de garantie pouvant résulter des conditions générales de vente du titulaire est réputée non écrite.

### **2. En cas d'impossibilité provisoire ou définitive de fournir les fournitures commandées**

Le titulaire doit informer, dès que possible, le service émetteur du bon de commande de son impossibilité (provisoire ou définitive) de fournir la ou les fournitures commandées.

En cas de rupture de stock exceptionnelle, une équivalence pourra être proposée par le titulaire, au cours de l'accord-cadre, sous réserve d'acceptation par l'Acheteur et d'une éventuelle réfaction de prix. En aucun cas, cette équivalence ne pourra engendrer de frais supplémentaire pour l'Acheteur.

L'Acheteur se réserve également la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, sans résiliation, dans les conditions décrites à l'article 45 du C.C.A.G.- F.C.S. En cas d'impossibilité provisoire ou définitive du titulaire de livrer les fournitures commandées, l'Acheteur sera libre de procéder à leur acquisition par tout autre moyen, en dehors de l'accord-cadre. Il pourra s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 10 000 € H.T. sur la durée totale du marché.

### **3. En cas d'évolution des produits ou de cessation de fabrication de modèles du marché**

En cas d'évolution des gammes ou d'interruption de fabrication des fournitures commandées, objet du présent accord-cadre, le titulaire s'engage à informer l'Acheteur, sans délai. Il aura la possibilité, après accord de l'Acheteur, de modifier ou de remplacer les fournitures faisant l'objet de l'accord-



cadre par des fournitures rigoureusement identiques ou au moins équivalentes, plus performantes ou mieux adaptées aux besoins.

En cas de changement du fait du prestataire, la modification ou le remplacement des fournitures n'engendrera aucun frais supplémentaire pour l'Acheteur. Ces produits fournis suite à d'éventuels modifications ou remplacements, à l'initiative du titulaire, sont également garantis pour la même durée que celle fixée pour le produit initial.

Ces évolutions sont introduites de fait dans l'accord-cadre sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, sauf avis contraire de l'Acheteur dans le délai d'un mois à compter de la réception de l'information.

L'Acheteur se réserve le droit de procéder à des essais aux frais du titulaire sur un exemplaire du nouveau produit afin de s'assurer de l'adéquation du produit aux besoins à satisfaire.

#### **4. Documentation technique**

Le titulaire s'engage à fournir pendant la durée de l'accord-cadre, toute documentation technique, notices/fiches techniques, guide compost, kit de montage,... attestations de conformité (ou équivalent) ..., rédigée en langue française (ou accompagnés d'une traduction certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté).

#### **5. Appréciation des équivalences dans la norme**

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité française (marque NF ou autre), le titulaire pourra proposer à l'Acheteur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA »). Le titulaire devra alors apporter à l'Acheteur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

### **ARTICLE 7 OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION**

Par dérogation aux articles 27.2.2 (titulaire non avisé), 27.3 (présence du titulaire non requise), 28.2 (délai de notification de la décision), 30.1 du C.C.A.G.-F.C.S. portant sur le délai et la notification de la décision d'admission, si aucune réclamation n'a été formulée par l'acheteur dans un délai de 1 mois à compter de la livraison, l'attestation de service fait sur présentation des demandes de paiement vaut - sous réserve de vices cachés - admission des fournitures objet des bons de commandes concernés,.

Des vérifications spécifiques pourront être réalisées par l'acheteur.

Suite aux vérifications, les éventuelles décisions de rejet, d'ajournement, ou de rejet seront prises par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Toute fourniture présentant un vice-caché ou une anomalie sera immédiatement signalée au titulaire de l'accord-cadre qui sera tenu de la remplacer.



## ARTICLE 8 GARANTIE FINANCIERE - AVANCE

Sauf renoncement du titulaire dans son acte d'engagement, une avance est prévue au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois. L'option B du C.C.A.G.-F.C.S. est retenue.

Le taux de cette avance est de 5 %, toutes taxes comprises. Le taux de l'avance passe à 10 % si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations entre 65 % et 80 % d'avancement des prestations.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à 1<sup>ère</sup> demande par le titulaire.

## ARTICLE 9 PRIX

### 1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre seront réglées, par application aux quantités réellement commandées et livrées, des prix unitaires fixés par le titulaire dans son Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)

Ces prix, exprimés en euro et **franco de port**, sont réputés comprendre toutes les charges frappant les fournitures y compris toutes sujétions d'exécution, les frais afférents à la main d'œuvre, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au déplacement, au transport jusqu'au lieu de livraison.

### 2. Variation des prix

#### a. Type de variation des prix

Le marché est conclu à prix révisables. La révision est annuelle ; elle aura lieu au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se calcule sur les prix unitaires H.T.

La première révision interviendra au 1<sup>er</sup> janvier 2026 dans les conditions ci-après définies.

Aucune variation provisoire ne sera appliquée.

#### b. Mois d'établissement des prix (mois zéro)

Par dérogation à l'article 10.2.4 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres fixée par l'acheteur **Novembre 2024** (valeur publiée au 1<sup>er</sup> du mois) ; ce mois est appelé " mois zéro ".

#### c. Choix des index de référence

Les index de référence publiés sur le site de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) et retenu est le suivant :

S Identifiant 010562767	Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Travail du bois, industries du papier et imprimerie (NAF rév. 2, niveau A38 CC) - Base 100 au T2 2017 Identifiant 010562767  INSEE <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562767">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010562767</a>
CVS-CJO Identifiant 010767746	Indice CVS-CJO de la production industrielle (base 2021) - Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles, fabrication d'articles en vannerie et sparterie (NAF rév. 2, niveau division, poste 16)  INSEE <a href="https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010767746">https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010767746</a>

Les prix du marché seront révisés par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o (0.20 + 0.40 S_n/S_o + 0.40 CVS-CJO_n/ CVS-CJO_o)$$

Avec :

$P_n$  = prix révisé HT

$P_o$  : prix initial HT (prix de référence mois zéro HT fixé dans le Bordereau des Prix Unitaires)

Où :

- $S_n$  = valeur de l'index de référence au mois de janvier définitif publié de l'année en cours
- $S_o$  = valeur de l'index de référence au mois zéro.
- CVS-CJO $_n$  = valeur de l'index de référence au mois de janvier définitif publié de l'année en cours
- CVS-CJO $_o$  = valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois  $n$  retenu pour le **calcul de la révision** est l'**indice du mois de janvier définitif publié**.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., le coefficient de révision est arrondi (avant application au prix) au millième (3 chiffres après la virgule). La méthode retenue est l'arrondi au plus proche :

- le troisième chiffre après la virgule sera augmenté d'une unité si le chiffre suivant (soit le quatrième chiffre) est supérieur ou égal à 5,
- le troisième chiffre après la virgule sera conservé si le chiffre suivant (soit le quatrième chiffre après la virgule) est inférieur strictement à 5.

#### **d. Présentation du calcul de la révision par le titulaire**

La révision des prix est établie par le titulaire.

Dès la publication définitive du mois de janvier de l'indice, le titulaire adressera à Evolis 23 :

- une note de calcul détaillant la valeur des indices pris pour la révision, la source utilisée ainsi que le calcul du coefficient de révision du prix,

Evolis 23 se réserve le droit d'accepter ou de rectifier cette révision. Une fois accepté, le prix révisé s'applique à toutes les prestations exécutées au cours de la même année.

- une nouvelle demande de paiement ou un avoir à hauteur de la différence entre le prix facturé et le prix révisé des prestations exécutées pour la période considérée, soit : à compter du mois de janvier et avant la révision de prix.

#### **e. Cas de suppression ou remplacement d'indices**

En cas de suppression d'un indice, le calcul s'effectue avec l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement préconisé par l'INSEE.

A défaut d'indice de remplacement proposé par l'INSEE, les parties conviennent par l'établissement d'une modification au contrat (avenant) de l'indice le plus proche.

#### **f. Réexamen de la formule de révision**

Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année d'exécution du marché, en cas d'écart à la hausse ou à la baisse supérieur à 15% entre le prix facturé et le prix initial, les parties - à l'initiative de l'une ou l'autre partie - peuvent réexaminer le niveau de rémunération d'une part et la formule de révision d'autre part.

Tout élément de la formule de révision peut être réexaminé d'un commun accord dès lors que l'évolution et le contexte économique le justifient et que la situation dans laquelle le contrat conclu initialement change de façon non prévisible. La modification de la formule de révision convenue constitue une clause de réexamen formalisée par un avenant.

La formule de révision initiale continue d'être appliquée jusqu'à la conclusion d'un avenant formalisant l'accord entre les parties. La procédure de réexamen n'entraîne pas l'interruption de la mise en œuvre de la formule de révision initialement prévue au C.C.A.P. qui continue à être appliquée jusqu'à la conclusion d'un avenant formalisant l'accord entre les parties.

A défaut d'accord entre les parties sur la modification de la formule de révision, Evolis 23 peut décider de résilier le marché en respectant un délai de préavis de 4 mois.

### **ARTICLE 10 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

#### **1. Règlement des acomptes**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article R2191-22 du Code de la Commande Publique.

#### **2. Présentation de la demande de paiement**

Chaque demande de paiement fait l'objet d'un règlement partiel définitif.

Les demandes de paiement libellées à **Evolis 23** seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les références de l'accord-cadre **2024-011** ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de livraison ;
- le prix unitaire H.T. des fournitures commandées, éventuellement révisé ;
- la quantité facturée ;
- le montant total H.T.
- la T.V.A. ;
- les éventuelles autres taxes applicables ;
- le montant total T.T.C. ;

- en cas de groupement : le montant des prestations effectuées pour chaque opérateur économique.

### **3. Dépôt des demandes de paiement sur CHORUS.PRO**

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques (titulaire et leurs éventuels sous-traitants) doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

et devront déposer leur facture sur [Identification sur Chorus Pro pour le dépôt des factures](#) :

#### **Acheteur Public**

Budget DECHETS – Numéro SIRET : **252 326 079 00081**

Service : GD\_Marché

N°Engagement : M2024-011

Si ce mode de transmission n'est pas utilisé, la demande de paiement ne pourra pas être prise en compte. La transmission par courrier électronique (E-mail) n'est plus acceptée par Evolis 23 conformément à la réglementation applicable à tous les fournisseurs de la sphère publique en matière de facturation électronique.

### **4. Modalités de règlement**

Les fournitures, objet du marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le mandat administratif suivi d'un virement bancaire ou postal sur le compte du titulaire.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) direct(s) éventuel(s) seront payées dans un délai payées dans un délai global de paiement de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement par l'acheteur que celles-ci soient simultanées ou postérieures à l'exécution des prestations auxquelles elles se rapportent.

### **5. Vérification de la conformité des demandes de paiements**

En cas de non-conformité, l'acheteur rejettera la facture.

Le délai de mandatement de la somme à laquelle le Titulaire prétend est suspendu jusqu'à réception par l'acheteur de la facture rectifiée et conforme.

Ce délai sera également suspendu dans l'hypothèse où le Titulaire ne renverrait pas à l'acheteur les documents à fournir ou à compléter nécessaires au règlement des prestations.

### **6. Intérêts moratoires et actions récursoires**

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Evolis 23 sera remboursé par l'Etat, de façon récursoire, de la part des intérêts moratoires, de l'indemnité forfaitaire et, le cas échéant, de l'indemnisation complémentaire, versés imputable au Trésorier Principal.

## **ARTICLE 11 ASSURANCES**

Le titulaire (y compris ses cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement) doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il devra justifier avant tout début d'exécution de l'accord-cadre, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat. Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité. Le titulaire s'engage à obtenir de ses co-traitants et sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus. Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités. Le titulaire s'engage, sur simple demande d'Evolis 23 ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer sans délai une attestation de souscription de la police d'assurances en cours de validité.

## **ARTICLE 12 PENALITES**

Les pénalités prévues ci-après sont réputées fermes, cumulables et non plafonnées ; elles seront appliquées de plein droit sur constat des manquements et après information du titulaire par courrier électronique. Le prestataire bénéficiera d'un délai de 8 jours calendaires (par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. délai observations), pour formuler ses éventuelles remarques.

### **1. Pénalités pour retard d'exécution ou manquement**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S. (calcul pénalité), lorsque les délais contractuels de livraison sont dépassés par le fait du titulaire ou lorsque des prestations sont défaillantes, le titulaire subira sans mise en demeure préalable la pénalité égale à :

1% par semaine de retard du montant T.T.C.  
des fournitures commandées et non livrées dans le délai.

Le calcul de cette pénalité court à compter du lendemain du jour où, le délai contractuel de livraison des fournitures est expiré.

Une pénalité forfaitaire de 150 € pourra être appliquée en cas de livraison en dehors des heures d'ouverture ou en cas de non-respect des modalités de livraison prévues.

En application des dispositions prévues par l'article 16.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de non-respect des obligations environnementales fixées au C.C.T.P., le titulaire pourra se voir

appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 150 €.

## **2. Exonération de pénalités**

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités seront appliquées dès le 1<sup>er</sup> euro sans montant plafond spécifique et par bon de commande.

## **ARTICLE 13 CLAUSES DE REEXAMEN – OPTIONS - MODIFICATIONS DU CONTRAT**

Le présent article déroge à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S., à l'exception de ses dispositions qui portent sur les circonstances imprévues telles que prévues par l'article R.2194-5 du Code de la Commande Publique.

### **1. En application des dispositions de l'article R2194-1<sup>o</sup> du Code de la Commande Publique**

Le présent marché pourra être modifié sous forme de clause de réexamen lorsque les modifications sont prévues dans les pièces constitutives initiales dans les cas décrits ci-après.

#### 1.1 – En cas de prestations similaires connexes :

Le présent marché pourra être modifié sous forme de clause de réexamen lorsque les modifications sont prévues dans les pièces constitutives initiales dans les cas décrits ci-après.

- Ajout d'un prix unitaire au Bordereau des Prix Unitaires portant sur une référence apparaissant en cours d'exécution de l'accord-cadre, ayant le même objet et comportant de nouvelles caractéristiques techniques. Afin de formaliser cet accord, le titulaire aura préalablement proposé un descriptif technique et le tarif afférant.
- Augmentation du montant maximum de l'accord-cadre selon les besoins.

L'acheteur se laisse la possibilité de recourir en cas de nécessité au titulaire du contrat, pour des prestations similaires à celles qui leur ont été confiées dans le présent accord-cadre ; ainsi, pourra être conclu un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables en application des dispositions prévues par l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, sans entraîner de modification substantielle et dans le respect du champ d'intervention de l'objet du présent accord-cadre.

#### 1.2 – En cas de suppression d'indices de révision des prix :

se reporter aux dispositions de l'article 9.2 c du présent C.C.A.P.

#### 1.3 – En cas de réexamen de la formule de révision :

se reporter aux dispositions de l'article 9.2 f du présent C.C.A.P.

#### 1.2 – En cas de changement des représentants de l'acheteur ou des représentants des directions et services d'Evolis 23

L'établissement d'une modification au contrat pendant son exécution ne sera pas justifié en cas de changement d'une ou plusieurs de ces personnes puisqu'engendré par le fonctionnement normal d'une Collectivité.



1.3 – En cas d'attribution de nouvelles compétences, en cas de transferts de compétences, en cas d'évolution du périmètre du syndicat

1.4 – En cas d'évolution en cours d'exécution du contrat de la réglementation (ou d'exigences ou contraintes particulières imposées, et notamment dans le domaine des compétences concernées, en matière de protection des données à caractère personnel, de protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, de protection de l'environnement

Le contrat pourra être modifié dans le cadre d'une clause de réexamen suite à l'évolution de la législation mentionnée ci-dessus ainsi qu'en cas d'évolutions réglementaires en matière de la Santé notamment sur l'exploitation, l'utilisation et le fonctionnement telles que celles faisant l'objet du marché ou suite à des dérogations à mettre en œuvre.

## **2. En application des dispositions des articles R2194-2° et R2194-4° du Code de la Commande Publique**

L'acheteur peut inclure dans un marché et/ou accord-cadre existant des fournitures ou services supplémentaires qui sont devenus nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché et/ou accord-cadre supérieure à 50 % du marché et/ou de l'accord-cadre initial et à la double condition qu'un changement de contractant :

- a) serait impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché et/ou accord-cadre initial ;
- b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur.

## **3. En application des dispositions de l'article R2194-5° du Code de la Commande Publique**

L'acheteur peut modifier son contrat lorsqu'il est confronté à des circonstances imprévues ou imprévisibles. Ce sont des circonstances extérieures que l'acheteur n'aura pas pu prévoir compte-tenu des moyens à sa disposition, de la nature et des caractéristiques du projet particulier, des bonnes pratiques du secteur et de la nécessité de mettre en adéquation les ressources consacrées à la préparation de l'attribution du marché et/ou de l'accord-cadre et la valeur prévisible de celui-ci.

Cette modification sera limitée à 50 % du montant du marché et/ou accord-cadre initial et ne doit pas altérer la nature globale du contrat.

## **4. En application des dispositions de l'article R2194-6° du Code de la Commande Publique**

La cession d'un contrat au profit d'un nouveau titulaire est admise dans les deux cas suivants :

- lorsqu'elle intervient en application d'une clause de réexamen ou d'une option univoque du contrat initial ;
- lorsqu'elle intervient à la suite d'une opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion, d'acquisition ou d'insolvabilité, assurée par un autre opérateur qui remplit les critères de sélection qualitativement établis



initialement, à condition que cela n'entraîne pas d'autres modifications substantielles du marché et/ou accord-cadre et ne vise pas à se soustraire à l'application de la présente directive.

Une cession qui n'entre pas dans une de ces hypothèses ne peut être envisagée au profit d'un nouveau titulaire.

La clause de réexamen évoquée ci-dessus est la suivante :

a. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur un nouveau titulaire. Cette substitution pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- ❖ cessation d'activité, (suite liquidation judiciaire par exemple,...)

Dans le cas où le titulaire viendrait à cesser son activité, le représentant légal de l'acheteur se fera remettre tous documents et études ainsi que les résultats des recherches, objet du présent marché, dont elle pourra user pour son intérêt exclusif.

- ❖ restructuration de l'entreprise (fusion, transfert, scission de capitaux, absorption, acquisition,...)
- ❖ cession de contrat, (suite redressement judiciaire par exemple, , ...)
- ❖ décès du titulaire,
- ❖ difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles – défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera les capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement : les dispositions des articles R.2142-26 du Code de la Commande Publique s'appliquent. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit un (ou plusieurs) nouveau(x) membre(s) du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : un (ou plusieurs) nouveau(x) membre(s) du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un co-traitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du co-traitant défaillant sera résilié ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé est tenu de lui désigner un nouveau remplaçant.

A défaut :

- dans le cadre d'un groupement solidaire ou du groupement conjoint non solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : l'acheteur se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres du groupement de poursuivre les prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en 2<sup>ème</sup> position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
  - soit de prononcer la résiliation sans faute, sans indemnité.

**b. Remplacement du mandataire titulaire en cours d'exécution**

Ces modalités de substitution en cours d'exécution s'appliquent en cas de défaillance du mandataire et par dérogation (délai) à l'article 3.5 du C.C.A.G.-F.C.S.

**5. En application des dispositions de l'article R2194-7° du Code de la Commande Publique**

Le marché et/ou accord-cadre peut être modifié dans le cadre d'une clause de réexamen lorsque les modifications, quel qu'en soit leur montant, ne sont pas substantielles.

La modification d'un marché et/ou accord-cadre en cours de validité doit être considérée comme substantielle et doit par conséquent être qualifiée en nouveau contrat soumis aux règles du droit de la commande publique :

- lorsqu'elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient permis l'admission de soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou auraient permis de retenir une offre autre que celle initialement retenue ;
  - lorsqu'elle étend le marché et/ou accord-cadre, dans une mesure importante, à des services non initialement prévus.
  - lorsqu'elle change l'équilibre économique du contrat en faveur du titulaire du marché et/ou accord-cadre, d'une manière qui n'était pas prévue dans les termes du marché et/ou accord-cadre initial.
- en cas de changement de cocontractant sauf exceptions prévues à l'article 13.4 du présent document.

**6. En application des dispositions de l'article R2194-8° du Code de la Commande Publique**

Le marché et/ou accord-cadre pourra être modifié si la modification ne dépasse pas les seuils européens et n'excède pas 10 % du montant initial pour les marchés et/ou accord-cadre de fournitures et de services.

Si ces deux conditions sont satisfaites et sous réserve que les modifications envisagées ne s'accompagnent pas d'autres modifications susceptibles d'être substantielles, les parties pourront conclure librement un avenant qui pourrait ainsi porter sur leurs engagements en matière d'exécution de prestations, de calendrier d'exécution ou de règlement financier du marché et/ou accord-cadre.

Si plusieurs modifications successives devaient être effectuées, l'acheteur prendra en compte la valeur cumulée des modifications successives majorée, le cas échéant, par l'application de la clause de variation de prix pour apprécier le seuil de 10 ou 15 % susvisés afin de ne pas le dépasser.

## **ARTICLE 14 RESILIATION DU MARCHE**

### **1. Résiliation en application du C.C.A.G.-F.C.S.**

Les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S., relatives à la résiliation du marché et/ou accord-cadre, sont applicables.

Les articles du C.C.A.G.-F.C.S., traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

### **2. Résiliation en cas de situation irrégulière du titulaire quant aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3, L8221-5 et D 8222-5 du code du travail**

Si le titulaire ne respecte pas les formalités prévues aux articles L 8221-3, L8221-5 (immatriculation des sociétés et déclarations aux organismes de protection sociale et à l'administration fiscale) et D 8222-5 du code du travail (production des documents et attestations tous les 6 mois pendant toute la durée d'exécution du marché), l'acheteur le mettra en demeure de faire cesser sans délai cette situation. Le titulaire devra apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans un délai de 2 mois.

A défaut, le marché et/ou accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire sans indemnité à ses frais et risques.

### **3. Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur et par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G. – F.C.S. (montant de l'indemnité de résiliation), le titulaire devra présenter un mémoire en réclamation afin de justifier le préjudice subi par cette décision en détaillant les commandes éventuelles déjà effectuées d'approvisionnement ou toutes prestations ou tous travaux déjà réalisés.

### **4. Résiliation aux frais et risques du titulaire**

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations, objet du présent marché, aux frais et risques du titulaire dans les conditions décrites à l'article 45 du C.C.A.G.–F.C.S. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

La résiliation aux frais et risques du titulaire pourra être prononcée dans l'une des situations suivantes :

- en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard,

Le titulaire s'engage à assurer la continuité du service en toutes circonstances. Il doit informer l'acheteur des éventuelles difficultés et prendre toutes mesures de substitution.

En cas de défaillance de sa part, il peut être pourvu, par l'acheteur, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire. S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, elle peut y substituer des prestations équivalentes.

- aux torts du titulaire (notamment, en cas de résiliation du marché résultant de la situation irrégulière du titulaire quant aux formalités mentionnées aux articles L.8221-3, L.8221-5 et D.8222-5 du code du travail)

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations aux frais et risques. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution aux frais et risques du titulaire, est à sa charge. En cas de diminution des dépenses, celle-ci reste acquise à la personne publique.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## **5. Décompte de résiliation**

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation qui est arrêté par l'acheteur et notifié au titulaire ; la résiliation précisera sa date d'effet.

## **ARTICLE 15 LITIGES – DROIT ET LANGUE**

### **1. Règlement des litiges**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Il est expressément convenu que tous les litiges ou difficultés intervenus entre Evolis 23 et le titulaire à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du contrat qu'ils n'auront pu résoudre à l'amiable, seront soumis au Tribunal Administratif de l'acheteur compétent en la matière ; à ce jour le Tribunal Administratif de Limoges.

Il peut être saisi au choix sur papier et/ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Toutes informations concernant la présentation des requêtes auprès de ce tribunal peuvent être obtenus auprès du greffe du Tribunal Administratif de Limoges, 1, cours Vergniaud, 87000 LIMOGES, Tél : 05 55 33 91 55.

### **2. Mise en demeure**

En cas d'inexécution de tout ou partie des engagements du titulaire du marché ou en cas de manquements graves et renouvelés du titulaire du marché à ses obligations, Evolis 23 pourra lui adresser, par lettre recommandée électronique avec accusé de réception sur le profil de l'acheteur <https://www.marches-securises.fr> une injonction de mise en conformité.

Si dans un délai de huit jours à compter de la réception de cette mise en demeure, le prestataire n'a pas satisfait à ses obligations ou apporté la preuve de sa bonne foi, le marché pourra être résilié de plein droit, en tout ou en partie et sans l'accomplissement d'aucune formalité judiciaire.

La résiliation intervient alors par lettre recommandée électronique avec accusé de réception sur le profil de l'acheteur <https://www.marches-securises.fr> .

### 3. Droit et Langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement et modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

### ARTICLE 16 DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES ET SERVICES

Pièce constitutive apportant la dérogation	Articles par lesquels sont introduites les dérogations	Articles du C.C.A.G.-F.C.S. auxquels il est dérogé
Cahier des Clauses Administratives Particulières	3	4.1
	4.2	3.7.2
	6.1	33
	7	27.2.2 (titulaire non avisé) 27.3 (présence du titulaire non requise) 28.2 (délai de notification de la décision) 30.1 (délai et modalité de notification de la décision d'admission)
	9.2 b	10.2.4
	9.2 c	10.2.3
	12 et 12.1	14.1.1
	12.2	14.1.2 et 14.1.3
	13	25
	13.4.b	3.5
	14.3	42
Cahier des Clauses Techniques Particulières	3.4	20.2.2
	3.5.2 c	20.3 (déchargement)